



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

recherche : budget

Question au Gouvernement n° 124

Texte de la question

RECHERCHE

M. le président. La parole est à M. Roger-Gérard Schwartzberg, pour le groupe socialiste.

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Monsieur le premier ministre, gouverner, c'est bien sûr gérer le présent, mais c'est aussi préparer l'avenir.

Or votre budget 2003 sacrifie les secteurs qui misent sur la jeunesse et sur l'intelligence collective - l'éducation, la culture, la recherche - au profit des ministères dits régaliens, ceux qui gèrent la police, l'armée, les tribunaux.

M. François Goulard. Eh oui !

M. Roger-Gérard Schwartzberg. A l'éducation nationale, non seulement vous ne créez pas les 5 000 postes d'enseignant qui étaient prévus dans le secondaire, mais encore vous supprimez 20 000 postes d'aide-éducateur et 5 600 postes de surveillant. Manifestement, l'école n'est plus une priorité, alors même que la formation des jeunes est la clé de notre avenir collectif.

M. Alain Néri. Eh oui !

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Quant à la recherche, malgré des artifices de présentation, vous présentez un budget de régression qui baisse pour la première fois depuis 1997, qui réduit de 13,5 % les crédits de fonctionnement des établissements de recherche et supprime 150 emplois permanents de chercheur. En outre, vous abandonnez le plan pluriannuel de recrutement, que nous avons lancé pour renouveler la recherche et offrir rapidement des débouchés aux jeunes chercheurs pour éviter qu'ils ne s'expatrient vers les Etats-Unis ou ailleurs.

Conséquence, 5 000 chercheurs ont signé un appel contre ce budget de renoncement, dont 60 membres de l'Académie des sciences, et quatre prix Nobel, MM. Charpak, de Gennes, Jacob et Dausset.

Mme Ségolène Royal. Rien que ça !

M. Roger-Gérard Schwartzberg. La recherche est décisive, pour une France qui invente, qui innove, qui entend garder son rang parmi les grandes nations scientifiques, à moins que vous ne pensiez que la République n'a pas besoin de savants. (*« Oh ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

M. Charles Cova. Qu'avez-vous fait quand vous étiez au pouvoir ?

M. Roger-Gérard Schwartzberg. En réalité, ce budget contredit les engagements pris pour la recherche tant par le Président de la République pendant la campagne électorale que par vous-même, à cette tribune, le 3 juillet dernier, lors de votre déclaration de politique générale.

M. Philippe Briand. Mais qu'avez-vous fait pendant cinq ans ?

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Cela vous paraît-il conforme à la règle démocratique qui consiste à parler vrai en campagne et à tenir parole, une fois élu ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste.* -

Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies.

Mme Claudie Haigneré, ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Monsieur le ministre, vous étiez présent ce matin sur les bancs de cet hémicycle lorsque j'ai présenté mon budget pour la recherche. Ce budget, je l'ai dit, est un budget de transition.

M. François Liberti. Un de plus !

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est un budget en baisse !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. C'est un budget à la hauteur des ambitions qui nous ont été fixées par M. le Président de la République et qui ont été reprises par M. le Premier ministre pour dynamiser la recherche.

Mme Martine David. C'est plutôt un budget dynamité !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. L'objectif est de pouvoir présenter, d'ici à 2010, des dépenses de recherche équivalentes à 3 % de notre produit intérieur brut.

M. Jean-Marc Ayrault. Ça commence mal !

Mme Martine David. On en est loin en effet !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Au-delà des crédits inscrits dans le projet de budget, nous nous donnons les moyens de mobiliser tout notre potentiel, à la fois les fonds publics et les ressources humaines, en vue de parvenir à une meilleure gestion. Je comprends donc la mobilisation inquiète des scientifiques, qui conçoivent la recherche comme un élément fondamental, une clé des enjeux de croissance et de progrès.

Conscients de cette importance, nous voulons mettre en oeuvre une politique d'attractivité pour les jeunes. Souvent éloignés des études scientifiques, ceux-ci éprouvent des difficultés à porter des projets ambitieux. Nous allons essayer de leur donner les moyens de le faire, en les accueillant, en les encadrant, en revalorisant les métiers et les moyens financiers. *(Protestations sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)*

Mme Martine David. Pourquoi ils signent des pétitions alors ?

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Pour réaliser cette politique ambitieuse, nous devons conjuguer tous les potentiels. La compétence, le savoir, le savoir-faire, nous les avons, il nous faut maintenant nous mobiliser, en partenariat avec les entreprises, avec les régions, avec tous ceux qui participent à cet effort de recherche, pour que, au-delà de la recherche publique, toute la recherche se rassemble au service de ces objectifs.

M. Alain Néri. Vous n'avez pas les crédits pour le faire !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Ces objectifs doivent aussi nous animer pour construire un espace européen de la recherche. L'enjeu est encore plus important dans ce cadre. Le budget de transition que j'ai présenté ce matin donne également aux laboratoires les moyens de travailler, de participer aux projets. Encore faut-il prendre la peine de trouver ce que chacun cherche et souhaite depuis longtemps, à savoir la flexibilité, la possibilité d'exprimer sa créativité, de libérer les forces de l'innovation. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. le président. Laissez Mme la ministre terminer.

Mme Martine David. C'est du bla-bla !

Mme la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Je me fais le porte-parole de la communauté scientifique qui manifeste son inquiétude, mais je leur dis que nous nous donnons les moyens de nos ambitions, sachant que nous poursuivrons sur notre lancée au-delà de 2003 jusqu'en 2010. Il le faut pour que tous ensemble, nos chercheurs et toutes les personnes concernées par la politique de la recherche, nous

puissions atteindre nos objectifs en matière de recherche. L'enjeu est non seulement national, mais également européen. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Mme Martine David. Atterrissez !

Données clés

Auteur : [M. Roger-Gérard Schwartzberg](#)

Circonscription : Val-de-Marne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 124

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : recherche

Ministère attributaire : recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 novembre 2002